

Yves Leterme

«Je ne vois pas bien où sont les mesures sur le revenu du capital»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

L'ex Premier ministre belge Yves Leterme (CD&V), de passage en Belgique alors qu'il est aujourd'hui secrétaire général de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, nous a accordé un entretien sur la situation politique.

Est-ce que vous jugez le programme de gouvernement équilibré?

Je n'ai pas de responsabilité en Belgique, donc je veux rester très prudent dans mon expression. Mais de façon générale, il ne faut pas sous-estimer le sentiment d'une grande partie de la population: elle veut bien faire des efforts mais il y a aussi un grand souci et une demande d'équité. Il faut une répartition équitable des efforts. On constate aujourd'hui qu'il est beaucoup plus facile d'aller taxer des choses bien identifiables comme le travail ou l'immobilier que de s'attaquer aux flux des capitaux. Et là, il y a une concurrence déloyale, notamment des États contre d'autres. On ne peut évidemment pas du jour au lendemain décréter des mesures qui vont mettre en péril la position d'une ville ou d'un pays sur les marchés financiers, mais je pense qu'il y vraiment des efforts à fournir maintenant pour fermer certaines vannes... Il faut cibler les manœuvres fiscales qui ne créent pas de valeur ajoutée pour la population.

Mais le programme de la coalition actuelle penche-t-il trop à droite?

Les gens ont besoin d'y voir plus clair au niveau de la répartition des efforts que l'on demande aux uns et aux autres. Il faut garder un équilibre entre une économie de marché et une protection sociale. Et il faut pour ça prendre des mesures, restructurer, allonger les carrières, d'une part, et d'autre part s'assurer que les autres types de revenus sont mis à contribution.

La Belgique est un paradis pour ceux qui possèdent et un enfer pour ceux qui travaillent: vous êtes d'accord avec ça?

Chaque pays a ses spécialités pour attirer des capitaux. Par exemple, en Belgique, on n'a pas d'impôt sur les plus-values, etc. Mais il faut aussi voir le niveau de fiscalité en géné-

ral et là, la Belgique accuse un lourd handicap, on a un niveau d'imposition beaucoup trop important. Il faut faire un tax shift: moins taxer le travail tant au niveau de l'employeur que de l'employé et trouver des nouvelles recettes. Moins de dépenses - c'est ce que ce gouvernement a entrepris de faire - mais aussi remplacer les recettes de l'imposition sur le travail par d'autres recettes. Et là, il faut travailler en coopération renforcée avec d'autres États.

Travailler avec la Commission européenne?

On ne peut pas demander à la plus belle fille ce qu'elle n'a pas. Les compétences fiscales de la Commission européenne sont très limitées et restent entre les mains des États membres. Il faut avancer de toute façon.

Le saut d'index, vous défendez cette mesure, pour redonner de la compétitivité aux entreprises belges?

On doit maîtriser les coûts de production, donc on n'a pas 100.000 solutions possibles. C'était inévitable: nous sommes une économie moyenne très ouverte sur le monde. Si on veut faire le Tour de France, il faut être compétitif. Si on veut participer à l'économie globale, il faut être compétitif. Le saut d'index est une manière de maîtriser les coûts salariaux. Je pense par contre que notre tradition d'indexation automatique des salaires a prouvé son efficacité. Le saut d'index qui est proposé est socialement modulé, il est donc défendable si cette mesure s'accompagne de mesures comparables sur les revenus du capital. Et là, on voit moins où sont les mesures qui sont prises dans cette direction...

Y compris au niveau belge?

Oui. D'autant que si on prend des mesures sur le capital, cela aura un impact sur la politique de dividendes des entreprises et les entreprises trouveront toujours les moyens de s'adapter. Je comprends que ce sont des mesures difficiles à mettre en œuvre. Mais encore une fois il faut de l'équité: quelqu'un qui travaille n'a pas forcément la capacité d'émigrer pour échapper aux effets du saut d'index...

Faut-il coller aux trajectoires budgétaires imposées par l'Europe?

Il y a une monoreligion en Europe à ce sujet,

mais je constate qu'aux États-Unis, avec une diminution de l'endettement, on a quand même une croissance très supérieure, et c'est entre autres parce que le marché du travail est beaucoup plus flexible, il y a une plus grande immigration qui nourrit la croissance. L'euro est une monnaie très forte, il n'y a pas d'inflation, l'économie allemande est quasi en récession et l'économie italienne est en difficulté, la France ne se porte pas bien, je pense qu'il faut un débat sur la politique économique... Les critères de Maastricht sont importants mais il faut garder une activité économique et de la demande: les décisions ne sont pas toujours les plus judicieuses.

La Belgique est-elle un pays particulièrement difficile à gouverner?

Ce que je me dis, c'est que les marges pour la Belgique d'avoir une politique économico-financière propre sont très limitées. On est dans un carcan européen et le gouvernement fédéral n'a pas de marges, c'est au niveau européen qu'il faut agir de manière beaucoup plus dynamique.

L'allongement de la durée de la carrière de 65 à 67 ans, qu'en pensez-vous?

Le problème numéro un, c'est le taux d'emploi chez les moins de 65 ans. Allonger la carrière, c'est une bonne mesure, mais elle n'aura son effet qu'à long terme. Il faut surtout activer en dessous de 65 ans tout en tenant compte de la réalité sociale et de la pénibilité. Quelqu'un qui travaille 25 ans chez Audi à porter des pare-chocs, c'est plus pénible qu'un responsable politique qui va de réunion en réunion et que de téléphoner. Physiquement, c'est différent, il faut être honnête. Mais bon, on vit plus longtemps, donc l'allongement de la carrière se justifie ne fût-ce que pour la soutenabilité de notre sécurité sociale.

Pourquoi les mesures sont-elles plus difficiles à faire passer en Wallonie?

Dans ma région à Ypres, il y a un taux de chômage de 4%, mais la population est plus âgée, la donne sociale est fondamentalement différente. Quand je vais dans les gradins du Standard, ce que j'entends, ce sont des gens qui ont une incertitude par rapport à leur emploi, c'est fondamentalement différent à Liège et à Ypres. Un gouvernement

qui dans ma région a une assise électorale de 75%, les mesures qu'il va faire passer seront forcément perçues différemment qu'à Liège où ce gouvernement n'est soutenu que par 26% des gens. C'est normal que les critiques soient beaucoup plus virulentes côté francophone.

La perception côté wallon est que les réformes imposées le sont par une majorité flamande et donc moins légitimes...

Mais ce gouvernement a une majorité au niveau du parlement! Moi aussi j'ai dirigé une majorité qui n'avait pas de majorité en Flandre.

L'opposition socialiste est très dure. Que vous a inspiré la séance inaugurale du parlement?

Que Laurette Onkelinx est une personne très engagée... J'admire cet engagement, c'est un engagement de 30 ans. Mais moi, j'ai choisi une autre voie. J'ai exercé des responsabilités, j'ai géré la crise bancaire et je me suis dit à un moment donné, je vais faire autre chose. Le software dans ma tête aimerait pourtant se mêler de tout ce qui concerne la politique belge, j'ai des opinions, je suis conditionné pour ça, mais ce n'est pas mon rôle de m'exprimer. Et dans la plupart des démocraties du monde, quelqu'un qui a exercé des responsabilités à ce niveau-là observe une période de retenue. C'est le choix

de chaque personne.

La N-VA qui met ses revendications institutionnelles en pause pendant cinq ans, qu'en pensez-vous?

Que stratégiquement c'est tout simplement très intelligent de la part de Bart De Wever. Il a bien compris que son électorat était mûr et que socio-économiquement, cet électorat a graduellement atteint une certaine cohésion. Moins de fiscalité, plus de liberté, et une position anti PS.

Il avait les marges de manœuvre politique pour le faire, bien joué. Ceci étant dit, à l'étranger, on me pose souvent la question de savoir pourquoi la N-VA, le grand vainqueur des élections, a choisi de ne pas prendre la tête du gouvernement. Et pourquoi ils ont mis le point essentiel – les revendications institutionnelles – non pas au frigo mais carrément au congélateur. Une semaine est déjà une longue période en politique, alors cinq ans c'est une éternité...

Les liens entre le cdH et le CD&V sont morts et enterrés aujourd'hui?

Il y a là une responsabilité de Joëlle Milquet, quand elle a fait un accord avec Guy Verhofstadt en 2001. Elle a choisi la cohérence avec sa communauté linguistique plutôt qu'avec sa famille politique. Le cdH a lâché la famille, et on a choisi de se tourner vers la Flandre...

Benoît Lutgen a refusé de faire monter le cdH dans ce gouvernement.

Personnellement, cela m'a déçu. Oui, ça m'a déçu.

Pourquoi?

Avec un certain recul, on peut dire que la Belgique manque d'une présence démocrate-chrétienne cohérente de part et d'autre de la frontière linguistique. Notre famille est désunie en Belgique, il y avait des choses à faire au sein de ce gouvernement, on aurait ensemble pu mettre des accents là où nous voulions le faire. On aurait eu plus de poids, entre autres dans tout le débat sur la répartition équitable des charges. Nous aurions dû travailler ensemble, sur l'équité du projet.

EXPRESS

«Il faut une répartition équitable des efforts.»

«On est dans un carcan européen et le gouvernement fédéral n'a pas de marges.»

«C'est normal que les critiques soient beaucoup plus virulentes côté francophone.»